

# bpost : résultats du premier trimestre 2017

# Faits marquants du premier trimestre 2017

- Les produits d'exploitation (revenus) s'élèvent à 764,0 millions EUR (+26,4 %), boostés par l'excellente croissance de Parcels et les acquisitions, ainsi que par le bon maintien du Domestic Mail.
- Résistance de la tendance sous-jacente de volume de Domestic Mail à -4,7 % (-5,0 % pour toute l'année 2016), sous l'impulsion d'une tendance forte et positive pour le volume d'Advertising Mail.
- Excellentes performances des Domestic Parcels, dont le volume augmente de +24,5 % (+17,1 % pour toute l'année 2016), sous l'effet de l'e-commerce et du C2C. Effet mix/prix de -3,4 %, totalement lié au mix.
- Hausse de 11,4 millions EUR pour les International Parcels, étayée par une contribution positive résultant des acquisitions et une augmentation des flux en provenance de Chine et des USA. La perte de volumes à destination de la Chine se poursuit.
- Les **Additional Sources of Revenues** (se chiffrant à 117,1 millions EUR) ont bénéficié de l'influence du rachat d'Ubiway.
- L'évolution organique des coûts est conforme aux prévisions. Les dépenses d'exploitation ont été influencées par l'impact des acquisitions, à hauteur de +153,0 millions EUR. On note une augmentation des frais de transport, en parallèle à l'évolution positive des activités internationales.
- Hausse de l'EBITDA à concurrence de 1,1 million EUR, pour atteindre 176,9 millions EUR, ce qui correspond parfaitement à nos perspectives.
- Le bénéfice net de bpost SA selon les normes BGAAP augmente de 4,3 millions EUR pour s'établir à 94,3 millions EUR.
- Perspectives confirmées pour 2017.

# Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, s'est exprimé comme suit : « Je suis très satisfait que le premier trimestre indique que nous commençons bien l'année, avec une performance exceptionnelle pour l'activité Paquets, au niveau tant national qu'international. Les volumes de paquets domestiques augmentent de +24,5 %, soit encore un nouveau record pour notre entreprise. Le volume de courrier domestique a montré une belle capacité de résistance, surtout par rapport au très solide premier trimestre de l'année dernière. Nos résultats ont en outre été influencé par l'intégration de nouvelles acquisitions, ce qui offre un potentiel complémentaire de croissance de notre EBITDA pour le futur. En termes de résultats, nous avons fait mieux que l'année passée à concurrence de 1,1 million EUR en EBITDA, ce qui correspond totalement à nos perspectives. Nous allons faire appel de la décision du Régulateur pour 2017 concernant le prix du timbre et nous travaillons sur notre proposition d'augmentation des prix pour 2018. Compte tenu de tout ce qui précède, je suis confiant quant au fait que l'entreprise parviendra une fois encore à respecter ses engagements, ainsi je confirme nos perspectives pour l'année 2017.»

# Perspectives confirmées pour 2017

Nous tablons sur une augmentation des revenus, grâce à :

- une croissance du volume à deux chiffres pour les Domestic Parcels, avec un effet mixprix d'environ -3 %.
- une croissance continue des Internationals parcels, soutenue par les acquisitions.



- une augmentation des revenus de vente retail d'Ubiway.
- le tout compensé en partie par un **recul net du volume de Domestic Mail**, **entre 5 et 6** %, à son tour partiellement contrebalancé par une **augmentation de 1,5** % **en moyenne des prix du Domestic Mail**. Au deuxième trimestre 2017, nous compterons 2 jours ouvrables de moins, un de moins au troisième trimestre pour les machines à affranchir et 2 de moins pour les timbres et au quatrième trimestre, 1 de moins pour les machines à affranchir et 1 de plus pour les timbres par rapport aux mêmes trimestres de 2016.

Sur le plan des dépenses, nous nous attendons à une hausse, sous l'effet de :

- l'augmentation des frais de transport, reflétant la croissance des International Parcels ;
- l'intégration des entreprises acquises ;
- l'indexation des salaires attendue pour juillet 2017 ;
- partiellement compensé par des améliorations continues de la productivité et de l'optimisation du mix ETP
- ainsi que l'optimisation continue des coûts.

Cela donnera corps à notre ambition, qui consiste à atteindre un EBITDA et un dividende récurrents pour 2017 d'un niveau égal à ceux de 2016. Nous confirmons notre ambition à long terme, à savoir au moins 620,0 millions EUR d'EBITDA d'ici 2020.

Le **capex** brut devrait se chiffrer à quelque **90,0 millions EUR**, en lien principalement avec les futurs investissements consentis pour Vision 2020. De plus, le capex Ubiway s'élèvera au maximum à **10,0 millions EUR**.

# Chiffres clés

Publi	és	
1Q16	1017	% ∆
604,5	764,0	26,4%
428,7	587,1	37,0%
175,9	176,9	0,6%
29,1%	23,2%	
153,9	154,2	0,2%
25,5%	20,2%	
149,3	150,3	0,7%
53,4	54,2	
95,9	96,1	0,2%
245,9	166,2	-32,4%
90,0	94,3	4,8%
(792,2)	(659,1)	-16,8%
	1Q16 604,5 428,7 175,9 29,1% 153,9 25,5% 149,3 53,4 95,9 245,9 90,0	604,5 764,0 428,7 587,1 175,9 176,9 29,1% 23,2% 153,9 154,2 25,5% 20,2% 149,3 150,3 53,4 54,2 95,9 96,1 245,9 166,2 90,0 94,3

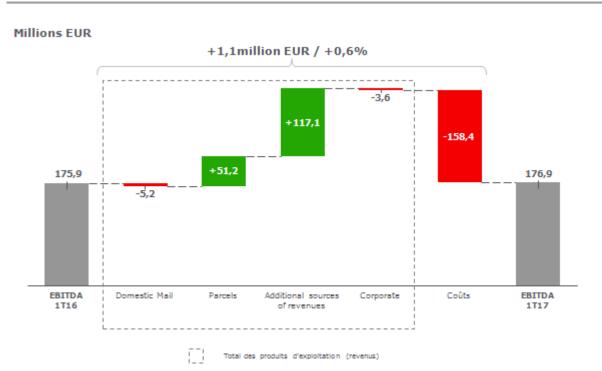
#### Pour plus d'informations:

Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs) Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

corporate.bpost.be/investors
investor.relations@bpost.be



# Premier trimestre 2017 - Compte de résultats



Le total des produits d'exploitation a augmenté de 159,5 millions EUR (soit 26,4 %), pour atteindre 764,0 millions EUR. Les Parcels ont augmenté de 51,2 millions EUR, sous l'effet de la croissance du volume de Domestic Parcels, des bonnes performances des International Parcels et de l'intégration de DynaGroup au sein des Logistic Solutions. De plus, les augmentations tarifaires du Domestic Mail ont contribué à hauteur de +3,6 millions EUR, deux jours ouvrables supplémentaires pour le Domestic Mail à concurrence de +2,6 millions EUR et les Additional sources of revenues à concurrence de +117,1 millions EUR, du fait essentiellement de l'intégration d'Ubiway. Tous ces effets ont été en partie compensés par la baisse de volume de Domestic Mail (-11,3 millions EUR) et le total des produits d'exploitation attribuable à Corporate (-3,6 millions EUR).

Les dépenses ont augmenté de 158,4 millions EUR, soit 37,0 %, en raison surtout de la consolidation des nouvelles filiales. Cette hausse a été plus que compensée par l'augmentation du total des produits d'exploitation, aboutissant à une amélioration de l'**EBITDA** et de l'**EBIT** de respectivement 0,6 % et 0,2 %.

Les **impôts sur les résultats** ont légèrement augmenté par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 36,1 %.

Le résultat net IFRS du groupe s'est élevé à 96,1 millions EUR. Le bénéfice net selon les normes belges GAAP de la société-mère s'est chiffré à 94,3 millions EUR, soit une hausse de 4,3 millions EUR ou +4,8 % par rapport à l'an dernier.



# Total des produits d'exploitation: aperçu des résultats du groupe

#### Premier trimestre 2017

À la suite des acquisitions de l'année dernière, qui ont entraîné une expansion des produits et services, le portefeuille de revenus du Groupe bpost a été actualisé de façon à mieux refléter les différentes activités. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les solutions de parcels et les services de fulfillment ont été transférés sous le portefeuille Logistic Solutions (anciennement Special Logistics), alors que les activités Kariboo d'Ubiway et les activités douanières ont été repositionnées sous Domestic Parcels. Ces portefeuilles avaient été précédemment comptabilisés sous les Additional sources of revenues, plus particulièrement sous les Value added services and Other. Les produits paquets d'Asie ont fait l'objet d'un alignement et sont à présent comptabilisés dans le portefeuille International Parcels et non plus sous International Mail. Enfin, les activités de distribution de presse et des produits de commodité d'Ubiway sont passées du poste Other à la nouvelle catégorie de produits Distribution.

Prenant en compte ces changements, les chiffres de 2016 au niveau des portefeuilles de produits ont été présentés de manière à refléter ces changements. Les chiffres comparables se retrouvent sous l'intitulé « Comparable ». Les variances mentionnées ci-dessous comparent les chiffres de 2017 avec les chiffres comparables de 2016.

En millions EUR	1Q16	Reclassi fication	1Q16 Comparable	Δ	1017	% Δ	var. vol. sous- jacente %
Domestic mail	361,7	0,0	361,7	(5,2)	356,5	-1,4%	-4,7%
Transactional mail	223,7		223,7	(9,6)	214,2	-4,3%	-7,0%
Advertising mail	65,1		65,1	2,2	67,4	3,4%	+2,3%
Press	72,9		72,9	2,2	75,0	3,0%	-3,1%
Parcels	86,8	1,6	88,4	51,2	139,6	57,9%	
Domestic parcels	43,1	0,8	43,9	8,5	52,4	19,4%	+24,5%
International parcels	41,7	0,2	41,9	11,4	53,3	27,3%	
Logistic Solutions	2,1	0,6	2,6	31,3	34,0		
Additional sources of revenues	138,6	(1,6)	137,0	48,4	185,5	85,5%	
International mail	39,3	(0,2)	39,2	2,9	42,1	7,5%	
Value added services	25,8	(0,3)	25,5	0,5	26,0	2,0%	
Banking and financial products	48,5		48,5	(2,0)	46,6	-4,1%	
Distribution							
Retail & Other	24,9	(1,1)	23,8	46,9	70,7	197,1%	
Corporate	17,4		17,4	(3,6)	13,7	-21,0%	
TOTAL	604,5	(0,0)	604,5	90,8	695,3	26,4%	

Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 159,5 millions EUR, soit 26,4 %, passant de 604,5 millions EUR au premier trimestre 2016 à 764,0 millions EUR pour la même période de 2017.

Les revenus générés par le **Domestic Mail** ont diminué de 5,2 millions EUR pour s'établir à 356,5 millions EUR. Les baisses de volume publiée et sous-jacente (corrigée pour 2 jours ouvrables supplémentaires) ont atteint respectivement -3,9 % et -4,7 % (contre -5,0 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2016). Il s'agit d'une très bonne performance, compte tenu d'une base de comparaison difficile, avec un premier trimestre solide l'année dernière, à -4,0 % de volumes sous-jacents. Les volumes de ce trimestre ont été portés par une tendance positive au niveau publicitaire. Le Transactional mail, avec des baisses de volume publiée et sous-jacente de



respectivement -6,0 % et -7,0 % (vs. -5,9 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2016), a de nouveau souffert de la substitution électronique et du passage à des produits meilleur marché.

L'Advertising mail a connu des augmentations de volume publiée et sous-jacente de respectivement 2,7 % et 2,3 % pour le trimestre, sous l'effet du ciblage des segments de croissance, de campagnes spécifiques, d'un effet de phasage du dernier trimestre 2016 au premier trimestre 2017 pour le courrier publicitaire en général, grâce à l'impact positif du timing des vacances de Noël et de Pâques. Le volume Press a légèrement diminué sur une base publiée et sous-jacente, de -3,1 %, à comparer à la diminution sous-jacente de -2,8 % en 2016, essentiellement grâce aux périodiques. La baisse globale de volume de courrier a affecté les revenus à concurrence de -11,3 millions EUR et a été partiellement compensée par l'impact de 2 jours ouvrables supplémentaires (+2,6 millions EUR) et la nette amélioration au niveau des prix et du mix, pour un montant de 3,6 millions EUR, inférieur à l'année dernière suite à la décision des autorités concernant la tarification du panier du petit utilisateur.

Les **Parcels** ont augmenté de 51,2 millions EUR, en raison de la croissance continue des Domestic Parcels (8,5 millions EUR) et des International Parcels (11,4 millions EUR). Par ailleurs, Logistic Solutions a enregistré une augmentation de 31,3 millions EUR, grâce à l'intégration de DynaGroup. Les Domestic Parcels ont connu la croissance de volume trimestrielle la plus forte jamais enregistrée, avec +24,5 %. L'e-commerce et la croissance continue des paquets C2C (offre en ligne) en demeurent les principaux moteurs. Les augmentations tarifaires ont été totalement compensées par l'évolution du mix client et produit, résultant en un effet mix négatif des prix de -3,4 %, ce qui a continué à impacter l'évolution des revenus. La croissance des International Parcels a profité de la contribution positive des acquisitions et de l'augmentation des volumes venus d'Asie et des USA, partiellement compensée par une nouvelle baisse du volume vers la Chine.

Le total des produits d'exploitation générés par les **Additional Sources of Revenues** a augmenté de 117,1 millions EUR, pour s'établir à 254,1 millions EUR. L'intégration d'Ubiway a entraîné une augmentation pour les catégories Retail & Other, ainsi que pour la nouvelle catégorie de produit Distribution. L'International Mail (2,9 millions EUR) a affiché une évolution positive, dans la foulée de volumes de courrier professionnel en hausse. Les Value Added Services (0,5 million EUR) ont soutenu l'augmentation globale, partiellement compensée par les revenus moindres pour les produits bancaires et financiers (-2,0 millions EUR).

Les revenus **Corporate** ont diminué de 3,6 millions EUR, en raison surtout des revenus inférieurs réalisés sur la vente de bâtiments et de l'impact du revenue recognition.

# Charges d'exploitation

#### Premier trimestre 2017

En millions EUR	1Q16	1017	% Δ
Charges de personnel et frais d'intérim	287,8	307,5	6,8%
ETP	24.108	25.694	1,586
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	83,4	101,0	21,1%
Coûts de transport	50,4	71,9	42,6%
Autres coûts	7,0	106,7	-
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	428,7	587,1	37,0%

Le **total des charges d'exploitation** s'est élevé à 587,1 millions EUR, soit une augmentation de 37,0 % ou 158,4 millions EUR. Si l'on exclut la consolidation des nouvelles filiales (153,0 millions EUR) et l'impact positif de l'année dernière de l'augmentation du taux de TVA récupérable (4,0 millions EUR), les charges d'exploitation ont augmenté de 1,4 million EUR, soit 0,3



%. De plus, l'augmentation organique des frais de transport, à concurrence de 5,4 millions EUR, est entièrement liée à la croissance des activités internationales.

Les **charges de personnel et frais d'intérim** se sont élevés au premier trimestre 2017 à 307,5 millions EUR et ont connu une augmentation nette de 19,7 millions EUR par rapport à la même période en 2016, en raison essentiellement de l'impact des nouvelles filiales (22,7 millions EUR).

Les effectifs moyens publiés d'une année à l'autre ont augmenté de 1.586 ETP et intérimaires, ce qui a engendré 20,9 millions EUR de coûts supplémentaires, en raison de l'intégration des ETP et intérimaires des nouvelles filiales.

Le recrutement d'agents auxiliaires a créé un effet mix positif à concurrence de 2,8 millions EUR. De plus, la quantité réduite de fonctions de management due à un gel des recrutements et à une réorganisation a abouti à un effet mix positif de 1,0 million EUR.

L'indexation des salaires, associée aux impacts de la CCT et aux augmentations liées au mérite, partiellement compensée par l'impact du tax shift, a entraîné un impact prix négatif de 3,7 millions EUR.

Les services et biens divers hors frais de transport et d'intérim ont augmenté de 17,6 millions EUR, principalement suite à la consolidation des nouvelles filiales (16,9 millions EUR). Si l'on ne tient pas compte du changement de périmètre de consolidation, principalement des frais de location, les frais de maintenance et les dépenses énergétiques ont augmenté, mais en étant quasiment compensés par la réduction des frais de consultance et les frais de rémunérations de tiers.

Les **coûts de transport** se sont élevés à 71,9 millions EUR, soit 21,5 millions EUR (ou 42,6 %) de plus que l'année dernière, sous l'effet principalement du changement de périmètre (16,1 millions EUR), de règlements moins favorables de frais terminaux des années précédentes et de l'évolution positive des activités internationales.

L'augmentation des **autres coûts** (99,7 millions EUR) a surtout résulté de l'intégration des nouvelles filiales (97,4 millions EUR). De plus, l'année 2016 a bénéficié de l'augmentation de la TVA récupérable (4,0 millions EUR, de 14 % en 2015 à 18,79 % en 2016).

#### Flux de trésorerie

#### Premier trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, bpost a généré 165,9 millions EUR de liquidités, soit une baisse de 77,9 millions EUR par rapport à la même période l'année dernière.

Le **flux de trésorerie disponible** (166,2 millions EUR) était inférieur de 79,7 millions EUR à celui de l'an dernier.

Le flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation a résulté en une rentrée de liquidités de 255,6 millions EUR (281,1 millions EUR au premier trimestre 2016). La génération de liquidités résultant des activités opérationnelles a subi l'impact positif du paiement d'un impôt sur les revenus relatif aux années précédentes inférieur (+5,9 millions EUR) et de moindres versements liés à Alpha (+10,9 millions EUR) au premier trimestre 2017 par rapport à la même période l'année dernière. Si l'on exclut ces éléments, les résultats des activités d'exploitation ont augmenté de 0,6 million EUR, en ligne avec l'évolution de l'EBITDA, tandis que l'évolution du besoin en fonds de roulement s'est détériorée, à concurrence de 42,8 millions EUR, en raison surtout d'un phasage négatif pour la Sécurité Sociale et les fournisseurs.

Les **activités d'investissement** ont généré une sortie de liquidités de 89,3 millions EUR au premier trimestre 2017, à comparer avec une sortie de liquidités de 35,1 millions EUR pour la même période l'année dernière, en raison essentiellement de recettes moindres réalisées sur la vente de bâtiments (-1,2 million EUR) et des sorties de trésorerie liées aux acquisitions, supérieures de 52,4 millions



EUR à celles de l'année dernière : l'acquisition de DynaGroup (-50,2 millions EUR), l'achat des parts restantes de Landmark Global (-31,7 millions EUR en 2017, contre -20,7 millions EUR en 2016) et l'earn-out pour FDM en Australie en 2017, compensé par la sortie de liquidités liée à l'acquisition en 2016 (montant net de 8,6 millions EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** ont diminué de 1,8 million EUR par rapport à l'année dernière, en raison d'une distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires au premier trimestre 2016 (-2,0 millions EUR).

# Principaux événements du premier trimestre

#### Les tarifs des timbres restent inchangés en 2017

Au 30 mars 2017, bpost a pris acte de la décision du régulateur belge des services postaux (« IBPT ») de ne pas approuver l'augmentation tarifaire proposée pour 2017 pour les timbres. Cela signifie que les tarifs actuels demeurent inchangés cette année.

bpost déplore cette décision et estime qu'elle est contraire à la législation belge et européenne. De plus, le processus décisionnel ne respecte clairement pas les lignes directrices européennes pour une « meilleure réglementation ». C'est pourquoi bpost analyse les moindres détails de cette décision et entreprendra toutes les démarches juridiques envisageables afin de la contester.

Malgré le refus d'augmenter les tarifs des timbres, bpost a relevé le 1<sup>er</sup> janvier 2017 les tarifs d'autres produits postaux nationaux. De ce fait, la hausse tarifaire pour 2017 de tous les produits postaux nationaux est d'environ 1,5 % en moyenne.

## Calendrier financier

04.05.17 (10.00 CET) 10.05.17 15.05.17 16.05.17 17.05.17 08.07.17  07.08.17 (17.45 CET) 08.08.17 (10.00 CET) 09.10.17  08.11.17 (17.45 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires Date ex-dividende Date d'enregistrement Paiement du dividende Début de la période de silence précédant la publication des résultats T2/2017 Annonce des résultats T2/2017 et semestriels Conférence téléphonique avec les analystes Début de la période de silence précédant la publication des résultats T3/2017 Annonce des résultats T3/2017 Conférence téléphonique avec les analystes
04.12.17 (17.45 CET) 07.12.17	Annonce d'acompte sur dividende 2017 Date ex-dividende (acompte sur dividende)
08.12.17 11.12.17	Date d'enregistrement (acompte sur dividende) Paiement de l'acompte sur dividende



# États financiers consolidés intermédiaires non audités

# Compte de résultats consolidé intermédiaire (non audité)

		Total de l'année	en cours
En millions EUR	NOTES	2016	2017
Chiffre d'affaires	6	595,6	753,2
Autres produits d'exploitation		8,9	10,9
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		604,5	764,0
Approvisionnements et marchandises		(6,9)	(104,1)
Services et biens divers	7	(144,2)	(187,1)
Charges de personnel		(277,5)	(293,3)
Autres charges d'exploitation		(0,1)	(2,6)
Dépréciation - Amortissements		(21,9)	(22,8)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(450,6)	(609,9)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		153,9	154,2
Revenus financiers		0,7	1,4
Charges financières		(2,5)	(2,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(2,8)	(2,4)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		149,3	150,3
Impôts sur le résultat		(53,4)	(54,2)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE		95,9	96,1
Attribuable aux:			
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		95,6	95,8
Intérêts minoritaires		0,3	0,2

#### **REVENU PAR ACTION**

	Total de l'année	en cours
En EUR	2016	2017
▶de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la		
société-mère	0,48	0,48
▶dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la		
société-mère	0,48	0,48

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives. Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les états intérimaires résumés financiers consolidés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire



# État de résultat global consolidé intermédiaire (non audité)

	Au 31 mars	Au 31 mars
En millions EUR	2016	2017
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	95,9	96,1
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Eléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)		
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	0,7	(0,3)
ELÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	0,7	(0,3)
Eléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)		
Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	17,8	(23,6)
(Perte) / gain sur actifs financiers disponibles à la vente	26,9	(35,8)
Impact taxe sur le résultat	(9,2)	12,2
ELÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	17,8	(23,6)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	18,5	(24,0)
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	114,4	72,1
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	114,1	71,9
Intérêts minoritaires	0,3	0,2



# Bilan consolidé intermédiaire (non audité)

Au 31 décembre		Au 31 mars	
En millions EUR	NOTES	2016	2017
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	561,6	556,9
Immobilisations incorporelles	9	224,4	332,5
Participations dans des entreprises associées	10	373,7	347,7
Immeubles de placement		6,2	6,0
Actifs d'impôts différés		48,2	46,4
Créances commerciales et autres créances		2,8	2,7
Actifs courants		1.216,8	1.292,1
Actifs destinés à la vente		1,5	0,2
Placements		12,0	12,0
Stocks		36,7	
		<u> </u>	39,5
Impôt sur le résultat à recevoir	11	2,6	2,6
Créances commerciales et autres créances	11	481,8	397,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	538,9	705,0
		1.073,5	1.156,3
TOTAL DES ACTIFS		2.290,3	2.448,4
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capi	taux propres d	e la société-mère	
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		274,2	385,4
Ecart de conversion		2,5	2,2
Bénéfices reportés		135,5	96,1
		776,3	847,7
Intérêts minoritaires		3,1	2,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		779,3	849,9
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		47,7	47,7
Avantages au personnel	13	356,7	355,7
Dettes commerciales et autres dettes	14	40,3	72,7
Provisions		31,6	31,2
Passifs d'impôts différés		1,1	1,1
		477,3	508,5
Passifs courants			
Emprunts bancaires		10,3	10,0
Découverts bancaires		0,0	0,0
Provisions		27,1	24,8
Impôts sur le résultat à payer	15	31,4	66,3
Dettes commerciales et autres dettes	16	964,8	988,9
		1.033,6	1.090,1
TOTAL DES PASSIFS		1.511,0	1.598,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.290,3	2.448,4



# Mouvements consolidés des capitaux propres (non audité)

# ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX

			PROP	RES				
En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
AU 1 JANVIER 2016	364,0	(0,0)	230,9	0,6	99,3	694,8	0,0	694,8
Résultat de l'année 2016					95,6	95,6	0,3	95,9
Autres éléments du résultat			117,0	0,7	(99,3)	18,5		18,5
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	117,0	0,7	(3,7)	114,1	0,3	114,4
Dividendes payés			0,0		0,0	0,0	(2,0)	(2,0)
Autres			(2,2)		0,3	(2,0)	1,7	(0,2)
AU 31 MARS 2016	364,0	(0,0)	345,7	1,3	95,9	806,9	0,0	806,9
AU 1 JANVIER 2017	364,0	(0,0)	274,2	2,5	135,5	776,3	3,1	779,3
Résultat de l'année 2017					95,8	95,8	0,2	96,1
Autres éléments du résultat			111,9	(0,3)	(135,5)	(24,0)		(24,0)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	111,9	(0,3)	(39,7)	71,9	0,2	72,1
Dividendes payés			0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Autres			(0,7)		0,2	(0,5)	(1,1)	(1,5)
AU 31 MARS 2017	364,0	(0,0)	385,4	2,2	96,1	847,7	2,2	849,9

Les capitaux propres ont augmenté de 70,5 millions EUR, soit 9,1 %, pour atteindre 849,9 millions EUR au 31 mars 2017, contre 779,3 millions EUR au 31 décembre 2016. Cette augmentation s'explique essentiellement par le profit réalisé de 96,1 millions EUR, partiellement compensé par l'ajustement à sa juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque, pour un montant de 23,6 millions EUR.



Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non auc	Total de l'ai	
	oour.	<b>.</b>
En millions EUR	2016	2017
Activités opérationnelles		
Résultat avant impôt	149,3	150,3
Amortissements et réductions de valeur	21,9	22,8
Réductions de valeur sur créances commerciales	0,4	0,3
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(7,3)	(5,9)
Gains sur l'évaluation des earn-outs / achat des actions	0,0	(0,3
Variation des avantages au personnel	(2,5)	(1,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	2,8	2,4
Impôts payés sur le résultat	(2,2)	(3,5)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(20,9)	(15,0)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	141,5	150,1
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	82,3	105,3
Diminution / (Augmentation) des stocks	0,5	1,5
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	57,5	1,5
Dépôts reçus de tiers	0,0	0,0
Augmentation / (Diminution) des provisions	(0,7)	(2,8
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	281,1	255,6
Activités d'investissement		
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	10,2	9,0
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9,7)	(8,8)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2,7)	(4,1)
Acquisition d'autres investissements	(0,0)	(0,0)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(33,0)	(85,4)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(35,1)	(89,3)
Activités de financement		
Remboursement des dettes et de contrats de location financement	(0,1)	(0,3)
Dividendes payés aux intérêts minoritaires	(2,0)	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(2,1)	(0,3)
ALICMENTATION NETTE DE LA TRÉCORERIE ET DEC ÉCULVALENTS DE		
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	243,9	165,9
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	(1,2)	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	615,5	538,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 31 mars	858,1	705,0
	858,1 <b>242,6</b>	705,0 <b>166,0</b>



# Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

#### 1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost au 31 mars 2017 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 3 mai 2017.

#### Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, des services de proximité et convenance, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

#### Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

#### 2. Base de préparation et principes comptables

### Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 3 mois au 31 mars 2017 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2016.

## **Principes comptables significatifs**

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2016, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2017.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2017, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- IAS 7 Amendements Initiative concernant les informations à fournir
- IAS 12 Amendements Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliqués par bpost



Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais non effectives ou obligatoires encore, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Normes et Interprétations	Effectif pour le reporting commençant au ou après le
IFRS 9 - Instruments financiers (*)	1 janvier 2018
IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (*)	1 janvier 2018
IFRS 16 – Contrats de location (*)	1 janvier 2019
IFRS 2 – Amendements – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 janvier 2018
IAS 40 – Amendements – Transferts des immeubles de placement (*)	1 janvier 2018
IFRS 4 – Amendements – Application de la norme IFRS 9 Instruments financiers avec la norme IFRS 4 (*)	1 janvier 2018

(\*) Non encore adopté par l'Union Européenne à la date de ce rapport

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.

#### 3. Saisonnalité des opérations

Conformément au sixième contrat de gestion, bpost est le prestataire de certains SIEG. Ceux-ci comprennent entre autres le maintien d'un réseau Retail étendu et de services comme le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services postaux financiers. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost au terme d'une consultation publique du marché.

La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques est composée d'un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et d'une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution des coûts de base de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.



# 4. Regroupement d'entreprises

#### **Contrepartie additionnelle Landmark**

En mars 2017, bpost SA a acheté les 24,5 % d'actions restantes de Landmark Global Inc. et Landmark Trade Services, LTD., de façon à posséder 100 % des parts pour un prix de 33,7 millions USD (31,7 millions EUR).

#### Acquisitions des trois premiers mois, au 31 mars 2017

Le 12 décembre 2016, bpost et DynaGroup ont uni leurs forces et combiné leur expertise logistique, au travers du rachat par bpost SA de 100 % des actions de DynaGroup BV. DynaGroup propose une large gamme de services et de logiciels logistiques au sein du Benelux. Le but de l'acquisition est de renforcer la division paquets de bpost avec un nouveau savoir-faire logistique complémentaire. bpost ayant pris les rênes de DynaGroup en janvier 2017, DynaGroup a été consolidée dans le secteur opérationnel P&I en recourant à la méthode dite de l'intégration globale à compter de janvier 2017.

La juste valeur des actifs et passifs ne pouvant être encore déterminée à la date d'acquisition, la fixation de la valeur comptable de l'entité acquise et la répartition finale du coût d'acquisition sont toujours à l'étude et ne seront pleinement révélés qu'à la fin de 2017. Conformément au contrat de rachat, en 2017, bpost a payé 51,0 millions EUR comme prix d'achat initial pour 100 % des actions. De plus, le contrat prévoit un accord de contrepartie conditionnelle et une rémunération supplémentaire, basée sur l'EBITDA atteint en 2017 et 2018. Selon les dernières prévisions, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été constatée pour un montant de 69,0 millions EUR comme dette.

## 5. Secteurs opérationnels

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, certaines lignes de produits liées aux solutions ont été transférées de MRS vers P&I. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2016 ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2017 avec les chiffres comparables de 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des revenus par secteur opérationnel :

	Total de l'année en cours			
En millions EUR	2016	2016 Comparable	2017	
MRS	459,0	458,0	566,3	
P&I	128,2	129,2	184,0	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS	587,2	587,2	750,3	
Corporate (catégorie de réconciliation)	17,4	17,4	13,7	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	604,5	604,5	764,0	

Les revenus attribuables à l'entité opérationnelle MRS ont augmenté de 108,3 millions EUR par rapport au premier trimestre 2016, pour s'établir à 566,3 millions EUR. Cette augmentation est surtout due à l'intégration d'Ubiway et à l'amélioration nette du prix et du mix de Domestic Mail, partiellement compensées par la baisse du volume sous-jacente de 4,7 % du Domestic Mail.

Les revenus de P&I ont augmenté de 54,8 millions EUR au premier trimestre 2017, pour s'établir à 184,0 millions EUR. L'augmentation résulte surtout de la croissance des Domestic Parcels, qui ont connu la plus forte hausse de volume trimestrielle jamais enregistrée, avec +24,5 %, sous l'impulsion de l'e-commerce et de la croissance continue des paquets C2C, combinée aux



International Parcels (croissance des revenus émanant de l'Asie et des USA) et l'intégration de DynaGroup.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le contrat de gestion (voir note 6), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des revenus d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

	Total de l'anno	Total de l'année en cours		
	2016	2017		
En millions EUR				
Belgique	520,2	627,7		
Reste du Monde	84,3	136,3		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	604,5	764,0		

Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 31 mars 2017 et 2016:

	Total de l'année en cours		
En millions EUR	2016	2016 Comparable	2017
MRS	135,3	135,1	133,0
P&I	20,8	21,0	21,0
EBIT DES SECTEURS	156,1	156,1	154,0
Corporate (catégorie de réconciliation)	(2,2)	(2,2)	0,2
EBIT	153,9	153,9	154,2

L'EBIT du secteur opérationnel MRS a baissé de 2,1 millions EUR pour s'établir à 133,0 millions EUR au premier trimestre 2017. La contribution positive d'Ubiway n'a pas pu compenser l'impact de revenus moindres pour le Domestic Mail et les produits bancaires et financiers.

L'EBIT attribuable au secteur opérationnel P&I est resté stable au premier trimestre 2017 (21,0 millions EUR). L'augmentation de l'EBIT due à la hausse des revenus a été essentiellement contrebalancée par des règlements moins favorables de frais terminaux des années précédentes.

	Total	Total de l'année en cours		
En millions EUR	2016	2016 Comparable	2017	
MRS	135,3	135,1	133,0	
P&I	20,8	21,0	21,0	
EAT DES SECTEURS	156,1	156,1	154,0	
Corporate (catégorie de réconciliation)	(60,2)	(60,2)	(57,9)	
EAT	95,9	95,9	96,1	

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».



Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

	Total de l'année en cours	
	2016	2017
En millions EUR		
PRODUITS D'EXPLOITATION	17,4	13,7
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO,)	(14,9)	(14,2)
Autres éléments de réconciliation	(4,6)	0,7
CHARGES D'EXPLOITATION	(19,5)	(13,5)
EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(2,2)	0,2
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(2,8)	(2,4)
Résultats financiers	(1,8)	(1,5)
Impôts sur le résultat	(53,4)	(54,2)
EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(60,2)	(57,9)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation Corporate a augmenté de 2,4 millions EUR pour atteindre 0,2 million EUR au premier trimestre 2017, en raison surtout de la non-récurrence des dépenses consenties l'année dernière pour des projets stratégiques d'entreprise.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

#### 6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours 2016	2017
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	530,9	685,2
Rémunération SIEG	64,7	67,9
TOTAL	595,6	753,2



# 7. Charges d'exploitation

	Tota 2016	al de l'année en 2017	cours Change %
En millions EUR			
Loyers et charges locatives	16,5	22,2	34,4%
Entretien et réparations	16,9	19,6	16,0%
Fournitures d'énergie	8,3	10,7	29,8%
Autres biens	4,5	4,7	4,1%
Frais postaux et de télécommunication	1,4	1,9	35,4%
Frais d'assurance	2,3	3,1	34,2%
Coûts de transport	50,4	71,9	42,6%
Publicité et annonces	1,6	2,7	70,0%
Consultance	3,1	2,0	-36,8%
Frais d'intérim	10,3	14,1	37,5%
Rémunération de tiers, honoraires	24,5	29,0	18,2%
Autres services	4,3	5,1	19,1%
TOTAL	144,2	187,1	29,8%

# 8. Immobilisations corporelles

Au premier trimestre 2017, les immobilisations corporelles ont diminué de 4,7 millions EUR, soit 0,8 %, pour s'établir à 556,9 millions EUR au 31 mars 2017. Cette baisse a découlé principalement des dépréciations pour un montant de 18,9 millions EUR et des transferts aux actifs destinés à la vente pour 1,9 million EUR, partiellement compensés par des dépenses en capital pour 8,8 millions EUR et l'intégration de Dynagroup pour 6,9 millions EUR.

## 9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 108,2 millions EUR au premier trimestre 2017, soit 48,2 %, pour atteindre 332,5 millions EUR au 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement due au goodwill provisoire résultant de l'achat de DynaGroup. Il est à noter que ce goodwill est toujours provisoire, la répartition du prix d'achat étant toujours à l'étude.

#### 10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont diminué de 26,0 millions EUR, ou 7,0%, pour s'établir à 347,7 millions EUR au 31 mars 2017. Cette diminution est due à la part de bpost dans la perte de bpost banque et de Citie pour un montant de 2,4 millions EUR, ainsi qu'à la diminution du gain non réalisé sur le portefeuille obligataire pour un montant de 23,6 millions EUR, reflétant une augmentation moyenne de la courbe de rendements sous-jacents de 14 points de base (bps). Au 31 mars 2017, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 143,4 millions EUR, ce qui représente 42,0% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.



#### 11. Créances commerciales et autres créances à court terme

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 84,8 millions EUR, soit 17,6 %, pour s'établir à 397,0 millions EUR au 31 mars 2017. La baisse résulte essentiellement du règlement habituel des SIEG dus pour le dernier trimestre 2016.

## 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 166,0 millions EUR, soit 21,5 %, pour s'établir à 705,0 millions EUR. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie disponible normalisé (166,2 millions EUR). Ce flux de trésorerie comprend le paiement de 258,8 millions EUR pour la compensation des SIEG pendant le premier trimestre 2017, partiellement compensé par le paiement de l'earn-out de LGI (31,7 millions EUR).

# 13. Avantages au personnel

	Au 31 décembre	Au 31 mars
En millions EUR	2016	2017
Avantages postérieurs à l'emploi	(82,1)	(81,6)
Avantages à long terme	(107,7)	(108,9)
Indemnités de fin de contrat de travail	(4,1)	(3,5)
Autres avantages à long terme	(162,8)	(161,8)
TOTAL	(356,7)	(355,7)

Les avantages au personnel ont diminué de 1,0 million EUR, soit 0,3 %, pour s'établir à 355,7 millions EUR au 31 mars 2017. Cette baisse reflète avant tout :

- le paiement d'avantages pour un montant de 7,8 millions EUR, dont 0,8 million EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel;
- des charges additionnelles de service (5,7 millions EUR) et d'intérêts (1,1 million EUR).

# 14. Dettes commerciales et autres dettes non-courantes

Les créances commerciales et autres créances non courantes ont augmenté de 32,4 millions EUR, pour atteindre 72,7 millions EUR en mars 2017, sous l'effet surtout des earn-outs liés au rachat de DynaGroup.

#### 15. Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 34,9 millions EUR, pour s'établir à 66,3 millions EUR au 31 mars 2017. Cela s'explique principalement par la majoration des impôts sur les résultats, partiellement compensée par les taxes sur les revenus liées aux résultats de 2015, lesquelles ont été payées au premier trimestre 2017.



#### 16. Dettes commerciales et autres dettes

Les créances commerciales et autres créances courantes ont augmenté de 24,2 millions EUR, soit 2,5 %, pour s'élever à 988,9 millions EUR au 31 mars 2017. Cette hausse s'explique par l'augmentation à concurrence de 90,0 millions EUR des autres dettes et charges à payer, partiellement compensée par la diminution des dettes courantes de 49,3 millions EUR et des dettes de sécurité sociale, de 16,5 millions EUR. L'augmentation des autres dettes s'explique principalement par le paiement anticipé reçu de l'État belge pour la rémunération des SIEG (101,5 millions EUR), ainsi que par l'earn-out lié à l'acquisition de Dynagroup, partiellement compensés par le paiement de 24,5 % des actions restantes de Landmark en 2017.

#### 17. Actifs et passifs éventuels

Le 10 décembre 2012, l'Autorité belge de concurrence a conclu que certains aspects de la politique tarifaire de bpost pour la période janvier 2010 - juillet 2011 enfreignaient les règles de concurrence belge et européenne et a imposé une amende d'approximativement 37,4 millions EUR. Même si bpost a payé l'amende en 2013, elle a contesté les conclusions de l'Autorité belge de la concurrence et a interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel de Bruxelles. Le 10 novembre 2016, la Cour d'appel de Bruxelles a annulé la décision de l'Autorité et bpost peut récupérer les 37,4 millions EUR d'amende. Celle-ci est considérée comme un actif éventuel, étant donné que l'Autorité Belge de la Concurrence a interjeté appel du jugement devant la Cour de Cassation pour les points de droit. bpost a été informée de cette procédure d'appel le 9 mars 2017. Compte tenu de l'incertitude qui subsiste quant à la récupération de cette amende, bpost n'a pas comptabilisé le remboursement, ni les intérêts à récupérer.

## 18. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.



# Autres informations financières (non audité)

# Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas auditée. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

#### Compte de résultats

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le compte de résultats aux premiers trimestres 2017 et 2016.

#### Flux de trésorerie

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le flux de trésorerie aux premiers trimestres 2017 et 2016.



# Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

For wellians FUD	Total de 2016	e l'année 2017	en cours Variation %
En millions EUR  Résultat net consolidé IFRS	95,9	96,1	0,2%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(10,2)	(7,2)	-29,9%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(0,3)	1,0	-
Différences de comptabilisation des provisions	(0,3)	0,2	-
Effets de la norme IAS19	(2,9)	(3,7)	24,9%
Impôts différés	1,7	1,7	0,0%
Autres	6,2	6,2	0,8%
Résultat net non consolidés selon les GAAP belges	90,0	94,3	4,8%

Le résultat non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales (au premier trimestre 2017, bpost a reconnu un dividende de 5,75 millions EUR relatif à bpost banque).

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

	Total de l'année en cours		
	2016	2017	
En millions EUR			
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(3,1)	(5,0)	
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(2,1)	(3,9)	
Part des bénéfices des sociétés associées (GAAP locale)	(3,1)	(4,1)	
Autres impacts de déconsolidation	(2,0)	5,9	
Total	(10,2)	(7,2)	

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS;



- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier;
- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

# Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Koen Beeckmans, Chief Financial Officer.

# Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives², basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securites Litigation Reform Act de 1995



### Glossaire

- Capex: montant total investi dans des immobilisations.
- EBIT ou Résultat d'exploitation : Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA:** Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations.
- Taux d'imposition effectif: Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- Dette nette/(trésorerie nette) représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie
- EBITDA/EBIT/EAT normalisé: EBITDA/EBIT/EAT, éléments non-récurrents exclus. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.
- Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF): trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements